

ÉNERGIE, SOUVERAINETE DES PEUPLES ET LUTTE CONTRE L'INGERENCE IMPERIALISTE

En ce début d'année 2026, nous avons tous été saisis par l'attaque du gouvernement Trump contre le Venezuela, et par le Rapt de Maduro et de sa femme, Cilia Flores. Un acte contre les droits démocratiques, contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, un déni de démocratie et surtout un acte impérialiste, colonialiste et qui démontre la violence de Trump, de son gouvernement et de ceux qui le soutiennent, un acte qui démontre la violence du système capitaliste, et qui nous fait craindre l'accélération de l'escalade guerrière déjà en cours notamment avec le génocide du peuple palestinien perpétré par Netanyahu.

La mobilisation en Iran, attise également les appétits impérialistes des USA et d'Israël qui voit l'occasion de remettre en selle la famille Pahlavi qui avait été chassée en 1979 par le peuple iranien, qui aujourd'hui se révolte contre le régime des mollahs.

Dans ce cadre, l'énergie s'impose comme l'un des principaux facteurs structurant les rapports de force internationaux. Elle traverse désormais l'ensemble des conflits majeurs, qu'ils soient armés, économiques ou politiques. Pétrole, gaz, minerais critiques, réseaux électriques, routes maritimes et infrastructures stratégiques sont devenus des leviers de domination, de contrôle territorial et de projection de puissance.

L'énergie n'est plus un simple secteur industriel : elle est un instrument géopolitique utilisé comme moyen de pression, outil de chantage économique et, dans certains cas, véritable arme de guerre. La situation actuelle de marche à la guerre, le gouvernement Macron porte également une responsabilité. Macron se comporte en vassal de Trump en faisant passer le budget de l'armée à 5 % du PIB, alors même que Lecornu propose un nouveau budget d'austérité avec des coupes dans les services publics notamment, dont les hôpitaux.

Pour les travailleurs et travailleuses, ces dynamiques entraînent des conséquences directes et dramatiques : violences, destruction des outils de travail, dégradation des conditions de sécurité, précarisation massive, privatisations imposées, démantèlement des services publics, répression syndicale et politique. Elles s'accompagnent d'un affaiblissement constant du droit international et du droit du travail.

Iran : « Ni turban, Ni couronne » soutien total aux mobilisations populaires et syndicales

En Iran, les mobilisations massives se heurtent à une répression brutale : violences, arrestations arbitraires, criminalisation de la contestation. Les organisations syndicales françaises, dont la CGT, expriment leur solidarité avec les travailleurs iraniens et dénoncent ces violations des conventions fondamentales de l'OIT et des pactes internationaux.

La FNME-CGT condamne également toute tentative d'ingérence extérieure, notamment de la part des États-Unis et d'Israël qui instrumentalisent la situation au détriment du droit du peuple iranien à décider seul de son avenir.

Venezuela : Non à l'ingérence impérialiste, droit des peuples à décider eux même

La FNME-CGT condamne avec la plus grande fermeté l'agression impérialiste des États-Unis contre le Venezuela et l'enlèvement de Nicolas Maduro et de Cilia Flores : Nous exigeons leur libération immédiate. Cette action viole le droit international et s'inscrit dans une logique de domination coloniale. Seul le peuple vénézuélien est légitime pour décider de son avenir.

La FNME-CGT exprime sa solidarité aux travailleurs vénézuéliens, colombiens, groenlandais, mexicains et cubains, confrontés aux menaces, aux sanctions et aux blocus. Nous saluons notamment l'initiative de la présidente mexicaine Claudia Scheinbaum visant à assurer un approvisionnement en pétrole pour Cuba, acte de solidarité internationale face au blocus.

Amérique latine : souveraineté énergétique et résistances populaires

En Amérique latine, les enjeux énergétiques se situent au cœur des rapports de force entre souveraineté nationale, ingérences impérialistes et politiques de démantèlement des services publics. Au Venezuela, les sanctions économiques imposées depuis plus de dix ans ont désorganisé Petróleos de Venezuela SA - PDVSA et plongé le pays dans une crise sociale profonde. Pourtant, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes CEPALC prévoit une croissance de 6,5 % en 2025, démontrant que ces sanctions frappent d'abord les travailleurs et les services publics.

Cuba subit un blocus criminel qui affecte directement son système énergétique. Les coopérations syndicales portées par la FNME-CGT – jumelages, échanges techniques, soutien matériel – constituent un appui concret aux travailleurs cubains. Le 14 janvier 2026, notre fédération a réaffirmé sa solidarité à l'occasion de la Journée des travailleurs de l'électricité.

En Argentine, les politiques de dérégulation et de privatisation provoquent une explosion des tarifs, une dégradation des réseaux et une remise en cause de la planification énergétique.

Dans le triangle du lithium (Argentine, Bolivie, Chili), la course aux minerais stratégiques génère conflits sociaux, accaparements de l'eau et atteintes aux droits des communautés.

Groenland : nouvelle frontière de la prédation impérialiste

Les pressions visant à contrôler les ressources stratégiques du Groenland – hydrocarbures, minerais critiques, routes arctiques – illustrent une logique coloniale persistante et s'accompagnent désormais d'une militarisation croissante de la région. La FNME-CGT réaffirme que les peuples du Groenland, comme tous les peuples, doivent pouvoir décider librement de leurs ressources et de leur avenir.

L'internationalisme : pour la paix, la souveraineté et la justice sociale

Alors que la France célèbre cette année les 80 ans des nationalisations et du service public de l'énergie, il apparaît plus clairement que jamais que l'énergie est au cœur des conflits mondiaux et des offensives contre les services publics.

L'internationalisme est une nécessité vitale pour défendre les travailleurs, protéger les services publics, dénoncer les ingérences et construire une transition énergétique juste, démocratique et planifiée. La paix, souveraineté et justice sociale sont indissociables d'un système énergétique public, maîtrisé collectivement et orienté vers les besoins des peuples.

Plus que jamais, la défense du droit des peuples à l'autodétermination doit être au cœur de nos mobilisations.

Non à l'impérialisme et vive l'internationalisme !